

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'ALLIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE HAUT-BOCAGE

Nombre de Conseillers	L'an deux mille vingt-cinq,
En exercice 18	Le vingt-sept janvier à vingt heures,
Présents 12	Le Conseil Municipal de la commune de HAUT-BOCAGE,
Votants 13	Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, En la salle polyvalente de Maillet sous la présidence de M. LAPRUGNE Jean-Michel, Maire de la Commune de HAUT- BOCAGE.

Date de convocation du Conseil Municipal : 21 janvier 2025

Présents : Gaëlle BOUDRON, Isabelle DECOUERE, Thierry DE LAMARLIERE, Michel DESCLOUX, Yves GAUDIN, Caroline JEAN, Geneviève LACHASSAGNE, Cyril LARIVAUD, Jean-Michel LAPRUGNE, Véronique MASSERET, Virginie THEBAUD, Guy TRIBOULET.

Absent excusé avec pouvoir : (Marien MICHAUD pouvoir à Thierry DE LAMARLIERE),

Absents, Jonathan CANCRE, Nathalie CHAUVET, Ludovic MULLER, Arnaud PAULUS, Sylvie THEVENIN

Secrétaire de séance : Cyril LARIVAUD

202501270009– Définition des objectifs relatifs à la déclaration de projet du parc photovoltaïque portant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Haut-Bocage

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 300-6, L. 153-54 et suivants ;

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Maillet en date du 20 novembre 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;

VU la délibération de la Commune en date du 5 décembre 2022 ;

CONSIDERANT que le projet de parc photovoltaïque dénommé « Centrale photovoltaïque de Haut-Bocage Les Durets », porté par la société Energie Haut Bocage sur la parcelle cadastrée ZC 26 (0,3704 ha) située sur le territoire de la commune de Haut-Bocage, par ses caractéristiques et sa situation, présente un caractère d'intérêt général tel qu'il justifie que sa réalisation soit rendue possible, le cas échéant en mettant en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune ;

CONSIDERANT que le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) prévoit le développement des énergies renouvelables ne devra pas consommer de terres potentiellement agricoles, qu'ainsi l'implantation d'installations photovoltaïques au sol sera autorisée sur des terrains impropres à l'agriculture (p. 57) ;

CONSIDERANT que le Document D'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT interdit l'implantation de sites de production d'énergie photovoltaïque au sol sur les zones agricoles et naturelles, préservant ainsi la consommation de ces espaces par cette activité (p. 74) ;

CONSIDERANT que le résumé non technique du SCoT prévoit que pour assurer la pérennité des exploitations, le SCoT prescrit que l'implantation de sites de production d'énergie photovoltaïque au sol soit interdite sur les zones agricoles et naturelles (p. 9)

CONSIDERANT que le Plan local d'Urbanisme actuellement opposable n'autorise, en zone N (p. 34), que les travaux d'entretien et de réparation sur les constructions existantes ainsi que les constructions, aménagements, exhaussements et affouillements, ouvrages et installations (y compris classées) liées à l'activité autoroutière et qu'en ce sens, le Plan Local d'Urbanisme ne permet pas la réalisation du projet d'installation photovoltaïque de la société Energie Haut-Bocage ;

CONSIDERANT qu'au vu de tout ce qui précède, le projet présenté par la société Energie Haut-Bocage nécessite une évolution du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Maillet ;

CONSIDERANT que la Commune s'était prononcée favorablement à cette démarche par une délibération du 5 décembre 2022 et qu'après échanges avec les services de la préfecture, a été fait le choix de réaliser cette évolution non par modification simplifiée comme cela était initialement prévu, mais par déclaration de projet afin que la procédure associée puisse être réalisée en parallèle de celle relative au permis de construire du projet ;

Afin de mettre en œuvre ce projet, la Commune utilisera la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU conformément aux articles L.153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

Une opération faisant l'objet d'une déclaration de projet et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir que si :

- L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- Et si les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune compétente et des personnes publiques associées.

La procédure de déclaration de projet sera ainsi composée des étapes suivantes :

- Présente délibération engageant la procédure de déclaration de projet ;
- Examen au cas par cas ;
- Élaboration du dossier de déclaration de projet conjointement avec la société Energie Haut Bocage ;

- Réunion des personnes publiques associées et de l'Etat ;
- Enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du PLU ;
- Délibération du Conseil Municipal approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU éventuellement modifiée pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur pour permettre la réalisation du projet.

Après la présentation du projet à l'ensemble des Conseillers Municipaux, Monsieur Jean-Michel Laprugne, Maire de la commune, demande au Conseil municipal de se prononcer.

DECISION :

Après la présentation du projet à l'ensemble des Conseillers municipaux, Monsieur le maire Jean-Michel Laprugne, Maire de la Commune, demande au Conseil municipal de se prononcer.

Ont voté pour : 13

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité décide :

- **DE PRESCRIRE** le lancement de la procédure de déclaration de projet en vue de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Haut-Bocage ;
- **D'APPROUVER** les objectifs poursuivis par la déclaration de projet portant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Haut-Bocage, tels qu'énoncés ci-dessus ;
- **DE PUBLIER** la présente délibération au recueil des actes administratifs, de la mettre en ligne sur le site internet de la commune de Haut-Bocage et de l'afficher durant un mois à la Mairie de Haut-Bocage ;
- **D'AUTORISER** le Maire de la Commune à prendre tout acte utile et à signer toute pièce nécessaire à ce dossier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le préfet du département de l'Allier.

FAIT et DELIBERE en Mairie les jours mois et ans que dessus.

Pour Copie Conforme,

Le Maire de la Commune



Envoyé en préfecture le 03/02/2025

Reçu en préfecture le 03/02/2025

Publié le



ID : 003-200058758-20250203-202501270009-DE